

**MERCREDI 24 JUIN 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = **Mieux que la Grèce... Les banques «too big to fail » US** p.1
- = **La fin de notre civilisation pourrait-elle arriver en 2040 ? (La Tribune)** p.4
- = **Le rentier et le conquérant... (Patrick Reymond)** p.6
- = **Marc Touati : Carpe Diem (vidéo)** p.8
- = **Vidéo des éconoclaste (avec Olivier Delamarche et Philippe Herlin)** p.9
- = **Le graphique le plus important du siècle dernier** p.9
- = **Tsipras capitule, brave petit ! par Bruno Bertez** p.12
- = **Sur la pente, comme les Grecs (Bruno Bertez)** p.14
- = **« Le FMI se fout de nous... En voici la preuve ! » (Charles Sannat)** p.17
- = **Marché obligataire : les taux d'intérêt ont-ils vraiment renversé la tendance ? (Bill Bonner)** p.21
- = **Le « marché » a t'il une mémoire de poisson rouge ? (Philippe Béchade)** p.23
- = **Croissance du PIB : le FMI et l'OCDE en désaccord avec la Bundesbank et la Banque de France** p.28
- = **Grèce, l'enthousiasme retombe un peu (Bruno Bertez)** p.30
- = **LE COMPROMIS QUI NE SE TROUVE PAS (François Leclerc)** p.31
- = **Hybris et le mur de l'argent** p.32
- = **Début de fronde parmi les élus de Syriza en Grèce** p.35
- = **Les contribuables ne devront plus payer pour les faillites bancaires** p.37
- = **Greenpeace révèle que le nucléaire français est en faillite** p.40
- = **Les États-Unis d'Amérique, un État violent, avec permis de tuer** p.42



## **Mieux que la Grèce... Les banques «too big to fail » US**

Qui perd gagne Posted on 23 juin 2015 The Economic Collapse

Si une seule des «too big to fail » banques US ( JPMorgan Chase, Citibank, Goldman Sachs, Bank of America, Morgan Stanley et Wells Fargo.) était en difficulté, cela provoquerait un cauchemar financier national.

- Lorsque vous faites le total de l' exposition, des six banques réunies, aux produits dérivés nous arrivons à un total de plus de **278 trillion de dollars** .
- Quand vous faites le total des actifs des six banques réunies, nous atteignons un total d' environ 9.8 trillion de dollars.

**En d'autres termes, les «too big to fail » banques US ont une exposition aux dérivés qui est supérieure à 28 fois la taille de leurs actifs totaux.**

D'après le plus récent rapport trimestriel de l'OCC (voir le tableau 2), voici les données concernant les «too big to fail » banques US.

- **JPMorgan Chase**
- *Actifs totaux: \$2,573,126,000,000 (environs 2.6 trillion dollars)*
- *L'exposition totale aux produits dérivés:: \$63,600,246,000,000 ( plus de 63 trillion de dollars )*
- **Citibank**
- *Actifs totaux: \$1,842,530,000,000 (plus de 1.8 trillion de dollars)*
- *L'exposition totale aux produits dérivés:: \$59,951,603,000,000 ( plus de 59 trillion de dollars )*
- **Goldman Sachs**
- *Actifs totaux: \$856,301,000,000 (moins d'un trillion dollars)*
- *L'exposition totale aux produits dérivés:: \$57,312,558,000,000 ( plus de 57 trillion de dollars )*
- **Bank Of America**
- *Actifs totaux: \$2,106,796,000,000 (un peu plus de 2.1 trillion de dollars)*
- *L'exposition totale aux produits dérivés:: \$54,224,084,000,000 (plus de 54 trillion de dollars )*
- **Morgan Stanley**
- *Actifs totaux: \$801,382,000,000 (moins d'un trillion de dollars)*
- *L'exposition totale aux produits dérivés:: \$38,546,879,000,000 ( plus de 38 trillion de dollars )*
- **Wells Fargo**
- *Actifs totaux: \$1,687,155,000,000 (environs 1.7 trillion dollars)*
- *L'exposition totale aux produits dérivés:: \$5,302,422,000,000 ( plus de 5 trillion de dollars )*

**Depuis que les Etats-Unis ont été établis, le gouvernement américain a accumulé une dette totale d'un peu plus de 18 trillion de dollars.**

- **C'est la plus haute montagne de dette dans l'histoire de la planète, et elle est devenue si grande qu'il est littéralement impossible pour les USA de la rembourser .**

Mais les cinq plus grandes banques dans la liste ci-dessus ont chacun exposition aux produits dérivés qui est plus de deux fois la taille de la dette nationale, et plusieurs d'entre elles ont une exposition aux dérivés qui est plus de trois fois la taille de la dette nationale.

Il n'y aura pas assez d'argent dans le monde entier pour renflouer tout le monde quand la bulle des dérivés explosera.

Pour Warren Buffett les produits dérivés sont vraiment des armes de destruction massive qui pourraient détruire l'ensemble du système financier mondial, à tout moment.

Alors que nous entrons dans [la deuxième moitié de cette année](#) et au-delà, il faudra rechercher des termes comme « crise des dérivés » ou « accident de produits dérivés » dans les bulletins de nouvelles.

Lorsque les produits dérivés commenceront à être première page, cela sera un très, très mauvais signe.

Notre système financier est devenu le plus grand casino de l'histoire de la planète.

Pour le moment, les roues de roulette tournent encore et tout le monde est heureux.

Mais tôt ou tard, un « **cygne noir** » arrivera que personne n'attendait, et l'enfer se déchaînera.

## [La fin de notre civilisation pourrait-elle arriver en 2040 ?](#)

La Tribune, 23 juin 2015

**[C'est le scénario auquel je crois (et je soupçonne Yves Cochet de le croire aussi). Je ne crois pas du tout que nous allons « décroître en douceur ». C'est techniquement impossible car nous fonctionnons en réseaux fortement inter-dépendant comme l'explique le physicien David Korowitz. Nous allons comprendre cette bêtise incommensurable qu'est d'avoir augmenté la population mondiale à 7 milliards d'habitants.]**

**Une étude, publiée par le site d'investigation Medium, « prédit » un possible désastre à l'échelle mondiale, dans moins de trente ans. Elle démontre que si « nous ne changeons pas de cap », notre modèle économique et social pourrait mener à l'effondrement de notre civilisation.**



Les pénuries agricoles et alimentaires prévues par l'étude conduiraient à des émeutes dans les zones urbaines du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine, et à un euro tant affaibli que les principales bourses européennes perdront 10% de leur valeur. (Crédits : Reuters)

Si tout continue comme maintenant, dans trois décennies, notre « *civilisation industrielle* » pourrait s'effondrer en raison de pénuries alimentaires désastreuses, d'un enchaînement de catastrophes climatiques, d'une rareté de l'eau, d'une crise énergétique en bout de course, et d'une instabilité politique intenable.

Avant de s'alarmer, sachez que [cette étude](#) ne se veut nullement une prédiction, même pour les scientifiques qui l'ont menée. Elle prétend être « un appel à réfléchir », et tente de démontrer que notre mode de vie actuel n'est pas durable. Et elle ne tient pas compte d'une réalité : la réaction des populations.

Réalisée par l'Université Britannique Anglia Ruskin à travers un projet nommé « *Global Ressource Observatory* », l'étude publiée sur [le site de journalisme d'investigation Medium](#) a été financée par [l'entrepreneur Peter Dawe](#), mais aussi par des « partenaires » tels que le bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du gouvernement britannique, la banque anglaise Lloyds of London, le groupe Aldersgate, l'Institut et la Faculté des Actuaire, par la banque Africaine de développement, la banque Asiatique de développement, et par l'Université du Wisconsin. Dans un premier temps, l'étude ce scénario a eu pour but de préparer les grandes compagnies d'assurance. « *Il fallait qu'elles prennent en compte les pertes potentielles liées à ces crises* », afin qu'elles reconnaissent les côtés sombres du système financier actuel, et notamment de sa dépendance aux combustibles fossiles.

## **Emeutes et effondrement des marchés boursiers**

Selon l'étude, la production alimentaire mondiale pourrait être ébranlée par une combinaison de trois catastrophes météorologiques, conduisant à une flambée excessive et insupportable des prix : les prix du blé, du maïs et du soja augmenteront par exemple « *par quatre par rapport aux années 2000* », et le riz augmentera lui, de 500%. Ceci aboutirait à des « *émeutes dans les zones urbaines du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine, à un euro tant affaiblit que les principales bourses européennes perdront 10% de leur valeur, tandis que les marchés boursiers américains suivront cette tendance et devraient perdre 5% de leur valeur* », affirme l'étude.

Certes pessimiste, l'analyse de ces scénarios catastrophe révèle que les résultats d'un tel choc systémique, à l'exception des « *conséquences humanitaires négatives et de pertes financières importantes* », seraient un chaos géopolitique, une escalade du terrorisme et des troubles civils.

## **Conséquences politiques, économiques et commerciales**

Il faudrait prévoir « des conséquences majeures pour les revenus et les investissements des entreprises », avec la possibilité de « *générer des pertes étalées sur de nombreuses années* ». Il serait également probable, que « *l'instabilité politique prenne des décennies à se résoudre* », imposant des « *plus grandes restrictions sur le commerce international* ».

« Nous avons poursuivi notre étude jusqu'à l'année 2040, selon un modèle économique qui changerait peu et qui ne se réorganiserait pas. Les résultats démontrent que, basé sur les tendances climatiques actuelles, et sur l'échec d'un changement de cap, *le système d'approvisionnement alimentaire mondial ferait face à des pertes catastrophiques, à des épidémies sans précédent, et à des émeutes de la faim.* »

## **L'avenir repose sur la réaction des sociétés**

L'étude s'est particulièrement intéressée à déterminer « *comment des chocs agricoles importants pourraient se produire (inondations, sécheresse, tempêtes, etc...), comment ceux-ci amèneraient une réduction des récoltes, et comment la société répondrait à des prix élevés pour des denrées alimentaires peu disponibles* ».

En d'autres termes, notre modèle ne peut pas générer une prévision fiable de l'avenir selon l'étude.

« *Je dirais que l'étude est plutôt correcte* », a déclaré Aled Jones, directeur du projet. « *Il est assez juste de donner une image précise des limites de la croissance dans le futur. Mais il y a forcément des paramètres incorrects et des lacunes* », a-t-il poursuivi.

Le fait que les gouvernements et les assureurs « soient au courant de tels risques », et qu'ils peuvent désormais « réfléchir à de nouveaux modèles pour riposter, pour s'engager à s'orienter vers une nouvelle alternative », indique que la prise de conscience détient le potentiel de provoquer un changement... Alors, qu'attendons-nous ? ([Source](#))

## **Le rentier et le conquérant...**

**Patrick Reymond 23 juin 2015**

Le rentier est toujours dans le monde d'hier. C'est hier qu'il a accumulé, un capital, un savoir-faire, une position. C'est hier qui le rémunère. Aujourd'hui l'inquiète, et demain, le tue.

C'est le monde de l'énergie.

Rien d'étonnant, donc, que le gouvernement français, complètement ligoté par des lobbys énergétiques, autant que par les lobbys financiers, protège les deux, même s'il devait exterminer sa population. .

Ces lobbys sont simples à citer : EDF, Engie (fallait vraiment se creuser pour trouver aussi ridicule), AREVA, mais aussi Total, les charbonniers, et la quasi-totalité du CAC40.

Pour eux, le concept de baisse des consommations est un concept ardu à manier. Hier les constructeurs automobiles "compensaient" les progrès, en alourdissant les modèles. Ils n'ont pas perdu la main, mais doivent désormais prendre en compte l'exigence de la baisse.

Pour ce qui est des charbonniers, il ne faut pas négliger leur part. Ils marchent, mains dans la mains avec EDF, gros producteur de jus charbonnier, à l'étranger, surtout.

Car, il est clair que le charbon est un outil complètement inutile, car il sert à 90 % à fabriquer de l'électricité... Autant dire que le débouché de ce produit est férocement protégé par les producteurs. C'est, quasiment, le seul. L'usage indispensable, ce sont les 10 % restants.

Donc, nos chers énergéticiens mènent un combat bi-front en France :

- décourager les politiques d'économies d'énergies,
- continuer avec les moyens d'avant, (décourager le renouvelable, ou plutôt, le réduire à la portion congrue), notamment pour EDF, le nucléaire en France, le charbon à l'étranger, quitte à sacrifier l'industrie, et la population.

Mais, dans leur état d'esprit, ils ne voient pas que ce qui peut les remettre en question, c'est l'effondrement de la machinerie économique du pays qu'ils mettent en coupes réglées.

En 2014, [les émissions de gaz](#) à effet de serre ont baissées de 5 % en Europe, dont, Danemark (- 10,7), Grande Bretagne (- 8.7), France (-8.2), et Italie (- 6.9).

Il reste que des chiffres pareils ne peuvent intervenir dans des grands pays, que dans un contexte d'effondrement économique. Et non, comme on nous l'a rabâché, de reprise. Car le calcul du PIB ne prend en compte que les mesures économétriques.

S'il est clair que dans les cas allemands (-3.1) et Autrichiens (-3.5), on peut se demander dans quel mesure ce n'est pas le résultat de leur politique résolue d'économies d'énergies alliées à l'essor du renouvelable, mais à 6 ou 8 %, on peut écarter, d'entrée de jeu, la mutation technologique alliée à l'hiver doux. Plus intéressant encore est le cas belge, avec son petit - 1%. Malgré la crise, là-bas du secteur nucléaire, [il faut se rendre à l'évidence](#), c'est le couple production-consommation qui s'effondre.

[Selon Enerdata](#), c'est - 4.5 en Europe. , le Japon se démerde aussi pas mal avec une baisse de l'ordre de 3 %, et la Chine passe en négatif, avec une [croissance officielle](#) de 7.5 %. (On ne rit pas sur le blog).

Aux USA, on a une légère hausse, mais vu le n'importe quoi du pays en la

matière, il ne faut pas en tirer de conclusions.

Donc, on assiste à un crunch de l'énergie classique, ce qui ne va pas sans poser de problèmes aux énergéticiens, problèmes renforcés par l'essor du renouvelable, alors que les habits de la production classique sont déjà trop grands.

D'autant qu'en matière d'électricité, la manoeuvre d'Elon Musk, en créant des batteries disponibles en grands nombres, va encore accroître les problèmes, d'abord en rendant encore plus éclatant le triomphe du renouvelable, mais aussi en créant des capacités excédentaires supplémentaires dans le classique.

Cette crise de l'énergie est d'autant plus étonnante qu'elle intervient dans un contexte d'une baisse générale des prix, notamment, un collapsus des prix pétroliers.

Elle dénote donc l'effondrement de l'empire. Le collapsus semble généralisé, limité à certains endroits (Russie), inconnu dans d'autres (Inde, Brésil). En même temps, le blocage du nouveau, dénote plus une crise humaine que de ressources. Seul le pétrole, et son caractère irremplaçable pour les transports et l'agriculture pose un vrai problème.

Mais si la batterie bon marché donne des maux de têtes aux décideurs. Mais cette batterie est aussi l'alliée paradoxale de tous les énergéticiens. En effet, ce qui pose un problème c'est la production en temps réel, qui implique des capacités importantes sous-utilisées. la batterie Tesla irait avec n'importe quel mode de production, et réduirait le surinvestissement chronique de ce secteur. Mais le solaire et l'éolien déclassent les capacités fossiles et nucléaires classiques, qui se retrouveraient donc en plus grande surcapacité encore, sauf à sacrifier la rente.

Mais le problème est politique, avant tout. Et on peut savourer voir les entités politiques négocier des traités devant nous assurer 10 000 années de bonheur, pendant que le Texas envoie la garde nationale surveiller les manoeuvres de l'armée fédérale, et rapatrie son or de la réserve fédérale, pour cause de confiance écornée, de montée en puissance sécessionniste, et où il est de plus en plus probable de voir la Grèce quitter l'empire européen, et sans doute, provoquer son écroulement ...

Nous sommes donc bien sur le Titanic, où les classes dirigeantes se disputent les meilleures cabines, les meilleures places au restaurant, les meilleurs



ponts, pendant que le bâtiment sombre...

## Marc Touati : Carpe Diem\*

Vidéo du jour , Qui perd gagne , Posted on 20 juin 2015

« La crise est déjà là, gare à votre épargne. »



<https://youtu.be/PFS8-53cx6o> (français , 12 minutes)

(\*Carpe diem : profitons du jour present on ne sait pas de quoi demain sera fait !)

## La garantie des dépôts bancaires, Maître Feron-Poloni met en garde !

Vidéo des Éconoclastes (incluant Olivier Delamarche et Philippe Herlin) Le 23 juin 2015

**Maître Hélène Feron-Poloni:** “Le déni s’explique aussi parce que les institutions financières font circuler ce discours selon lequel les fonds, les dépôts sont garantis.(...) Si la SG qui a 11 millions de clients fait faillite, ce fonds de garantie des dépôts réparti entre ces 11 millions de clients fait que **chacun d’entre eux percevra à peine 100 euros.** “



<https://youtu.be/aK34rjRCU-o> (Français, 1h42)

# Le graphique le plus important du siècle dernier

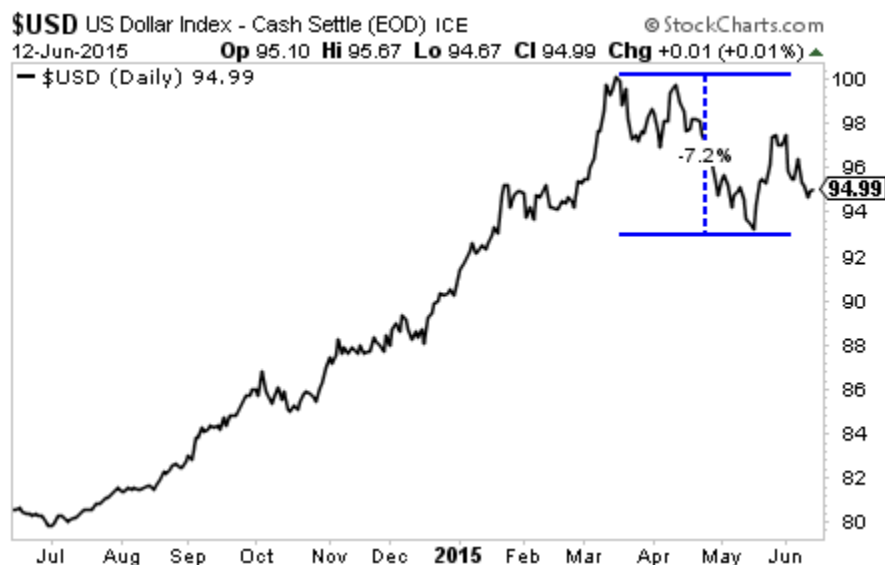


**Phoenix Capital**  
**Gains, Pains and Capital**

Publié le 24 juin 2015

Aux yeux du monde de l'investissement, il n'y a rien de plus important aujourd'hui que le dollar américain.

Depuis la fin du mois de février 2015, le dollar a commencé à ralentir. Depuis lors, il a enregistré une correction de 7,2%. Nous ne devrions techniquement pas parler de correction (qui nécessite une baisse de valeur de 10%), et nous sommes bien loin du début d'un marché baissier (qui demande une baisse de 20%).



Malgré cela, les médias financiers ne cessent plus de nous dire que le marché haussier du dollar est terminé. D'après moi, ils sous-estiment grossièrement ce qui se passe aujourd'hui sur le marché du dollar.

Premièrement, au cours de ses deux marchés haussiers précédents (au début des années 1980 et à la fin des années 1990), le dollar a essuyé un grand nombre de corrections de plus ou moins 5%.

Voici à quoi a ressemblé le marché haussier du début des années 1980 :



Et voici le marché haussier de la fin des années 1990. Une fois encore, nous pouvons voir cinq corrections de 5% ou plus.



Des corrections de 5% ou plus sont des événements ordinaires en phase de marché haussier. Souvenez-vous que le dollar a regagné plus de 25% de sa valeur avant d'entamer une période de ralentissement.

Dans l'ensemble, la récente correction n'a pas mis fin à la tendance technique générale que nous observons actuellement sur le marché du dollar :



Il s'agit ici du graphique le plus important pour le monde de l'investissement. Il représente la plus importante formation en biseau vers le bas enregistrée tout au long de l'histoire de la monnaie fiduciaire. Et elle a été brisée à la hausse.

Si vous cherchez à vous représenter ces événements en termes de macroéconomie, imaginez la situation ainsi : depuis que les Etats-Unis ont abandonné l'étalon or en faveur de Bretton Woods, ils n'ont cessé de dévaluer leur monnaie tout en émettant de la dette papier / du crédit.

Lorsque vous faites un emprunt en dollars, vous générez une pénurie de dollars. Le super-cycle du crédit qui existe depuis maintenant plus de quarante ans a vu le système financier devenir de plus en plus endetté aux dépens du dollar.

Selon moi, le graphique ci-dessus nous indique que le super-cycle de l'endettement touche à sa fin. Cela signifie que nous entrons une phase de désendettement.

Cette période sera marquée par des défauts et des restructurations de dette. Ces deux procédés réduisent le nombre de dollars en circulation. C'est particulièrement vrai lorsque nous prenons en compte le fait qu'il existe actuellement un carry trade de 9 trillions de dollars (qui n'inclue par les obligations ou instruments de crédit en dollars, mais simplement les dollars empruntés et investis sur d'autres actifs financiers).

En gardant cela à l'esprit, la réaction des médias face à la récente correction du dollar est exagérée. Le dollar était l'actif le plus demandé du monde en

début de correction. Il n'est donc pas surprenant que sa correction ait été brutale.

Quand le dollar recommencera à grimper, nous assisterons à de véritables feux d'artifice sur les marchés. Ce qui s'est passé sur le marché du pétrole l'année dernière n'était qu'une première partie... la prochaine touchera les actions des marchés émergents, les obligations, et même les actions américaines.

## [Tsipras capitule, brave petit ! par Bruno Bertez](#)

By Mickael - Fondateur de News360x - [juin 23, 2015](#)

**Excellent billet de Bruno Bertez. Les craintes que l'on avait se sont réalisées, la pression mise par les créanciers a porté ses fruits. D'ailleurs la BCE vient comme par hasard d'annoncer ce mardi matin qu'elle relevait de nouveau le plafond des prêts d'urgence qu'elle apporte aux banques grecques... OD**

*« Sur la photo, on voit Juncker qui accueille Tsipras en lui tapotant paternellement la joue gauche, Tsipras, sourit comme un benêt dans son costume de premier communiant.*

*Tout est là. Tout est dit. Du moins pour Tsipras, il a capitulé effrayé par le poids que l'histoire lui aurait fait supporter s'il avait tenu bon et sorti la Grèce de l'Eurozone.*

*La troika et surtout Draghi ont gagné, ils ont forcé Tsipras à concéder les coupes sur les pensions, la hausse de la TVA et il n'a rien obtenu au titre de l'allègement de la dette ou de la relance de l'économie. Les premiers calculs indiquent que les nouvelles ponctions fiscales qui ont été concédées vont amputer le GDP de l'équivalent d'un nouveau point.*

*C'est Draghi qui a porté le coup décisif, il a averti Tsipras que sans concessions de sa part-entendez reddition – l'aide aux banques grecques sous la forme de l'ELA serait coupée. Du coup la Grèce a acceptée dans un communiqué officiel l'extension de l'actuel bail-out. Merkel s'est empressée de préciser qu'il n'était pas question d'un nouveau bail-out, un troisième, non il s'agit bien de celui qui est en cours, le second.*

*Si l'on en croit les tweets des spécialistes, personne ne croit que la Grèce va à partir de là s'engager sur une voie fiscale soutenable, mais peu importe ,*

*ce qu'il fallait, c'est démontrer que l'on ne peut échapper à l'austérité exigée par Bruxelles et essayer de mener un chantage à la sortie de l'euro. Surtout quand le peuple, dans sa grande majorité n'en veut pas. A partir du moment où les leaders européens ont réussi à terroriser les peuples avec la bombe atomique de la sortie de l'euro, il n'y a plus de rébellion réelle possible. Il n'y a plus que des simulacres de rébellion. Même si les citoyens refusent les mesures dictées par Bruxelles, en même temps! Ils disent dans les sondages qu'ils veulent rester dans l'Euro. C'est la contradiction majeure qui empêche toute opposition sérieuse. Ce soir en Grèce, comme par hasard il y avait des manifestations organisées pour marquer la volonté de conserver l'euro et d'appartenir à l'Eurozone. Les peuples veulent comme le dit un leader cynique d'un pays du Nord, faire la fête mais que ce soient d'autres qui payent l'addition.*

*Dans ces conditions les leaders politiques des pays qui sont en difficulté s'avancent, partent en guerre, mais ils sont lâchés dès les premières escarmouches sur le front de l'euro. Tout se passe comme si les pouvoirs politiques n'étaient pas vraiment mandatés pour aller jusqu'au bout et dans ces conditions leur rôle n'est que cosmétique, on joue la comédie de la révolte, on fait trois petits tours, puis on s'en va, on saute. Comme un vulgaire Papandréou ou un Samaras.*

*Les jours de Tsipras sont comptés, il va devoir persuader son aile gauche que les concessions sont préférables à la sortie et aux souffrances de la redénomination. De toutes façons nous l'avions dit dès la première semaine, en n'instaurant pas un contrôle des mouvements de capitaux, en ne bloquant pas les ruées sur les banques, le sort était jeté, il allait, avons dit, se faire saigner à blanc. Ce qui est arrivé. L'erreur a été initiale.*

*Au stade où nous en sommes dans nos sociétés, l'exemple Grec montre bien que l'on ne peut plus se révolter tant que l'on n'en accepte pas les conséquences et les risques, et les risques sont de tout perdre. Avis aux Italiens et Espagnols. Quant aux Français, la question ne se pose pas, il ne leur viendrait pas à l'idée de faire autre chose que protester. Maugréer, suffit à leur bonheur.*

*L'euro est une machine diabolique, on en a encore plus la preuve ce jour, l'intégration monétaire est une machine à tuer les démocraties. La dislocation de Syriza qui est déjà une coalition de bric et de broc, va créer*

*une situation de confusion, voire de chaos. Notre conviction est que la Grèce n'est plus un pays gérable. La victoire de pays du Nord est une victoire à la Pyrrhus, ils vont régner sur un champ de ruines.*

*Nous laissons le mot de la fin à Stathis Leoutsakos : « leur but était d'humilier le gouvernement grec, ils veulent faire passer le message qu'aucune autre politique n'est possible dans la zone Euro ».*

## Sur la pente, comme les Grecs

Article Bruno Bertez du **24 juin 2015**

Tirer les enseignements de ce qui se passe en Grèce.

Nous avons beau lire les éditoriaux de vos journaux, nous ne voyons rien qui aille dans cette direction : quelles leçons tirer du drame grec, quelle expérience nationale ou personnelle faut-il en retenir ?

Cela saute tellement aux yeux que personne n'y pense, personne ne tire de conclusion : la dette est une prison. Une prison infâme, infamante, elle vous détruit, vous abaisse. Elle fait de vous des sous-citoyens, voire des Untermensch, puisque nous sommes dans un registre où l'Allemagne joue un rôle prépondérant.

Vous perdez votre dignité, votre liberté de choix et jusqu'à votre identité. Voilà ce qui arrive aux Grecs. Chez eux, cela prend une forme de crise, une forme terrible, publique, particulièrement humiliante. Mais avez-vous songé que ce qui arrive aux Grecs sous cette forme violente, c'est ce qui est en train de vous arriver à vous, depuis de nombreuses années. La seule différence, c'est que vous croyez le faire volontairement. Vous pliez le genou à terre, vous courbez la tête, vous tendez les clés de votre pays et vous n'avez même pas conscience de ce que vous faites parce que cela est progressif et emballé dans un paquet cadeau de propagande.

Toute la stratégie des Maîtres, comme les pays du Nord, ou la stratégie des vassaux, comme les Hollande, Rajoy et Renzi, est de faire en sorte que vous ayez l'impression que ces chaînes, vous les choisissez, vous les enserrez vous-mêmes autour de vos membres librement. L'idée est simple, il s'agit de devancer les obligations qui vous seront imposées afin que vous puissiez faire semblant de le faire volontairement et de votre plein gré. Ah l'auto soumission, ah l'auto censure, ah l'auto flagellation !

Le pire est que lorsque l'on vous montre le spectacle de ce pays humilié qui préfigure ce que vous serez et ce que vous êtes déjà sans le savoir, le pire est que vous vous mettez du côté des Maîtres, vous vous ne vous sentez nulle sympathie pour vos pairs, vos collègues de soumission.

Miracle de la mystification. Miracle de la pseudo technicité des choses monétaires et financières, vous ne voyez pas ce qu'il y a derrière les écrans de fumée. Il n'y a que Mélenchon qui ait relevé ce que nous expliquons et qui appelle à la solidarité. Mais pour être solidaires, il faudrait être capable, d'abord, de prise de conscience !

Ce qui est important, ce n'est pas le chemin que l'on suit en pareille occurrence ; ce qui est important, c'est où l'on va. Que l'on aille à la perte de souveraineté, à la perte de dignité, à la perte d'identité, par la violence ou la force, ne fait guère de différence avec les mêmes pertes concédées volontairement, doucement et progressivement. Le résultat est le même, nous dirions même que l'empreinte que tout cela laisse dans votre mémoire collective est finalement exactement pareille.

Avez-vous songé à l'entreprise scélérate de Draghi qui rend le crédit quasi gratuit, qui monétise les emprunts de vos Etats pour que ceux-ci puissent en émettre plus, pour que ceux-ci puissent creuser les déficits, pour que ceux-ci puissent augmenter les ratios de dettes, c'est à dire, en résumé, pour que ceux-ci puissent se passer finalement une plus grosse et plus solide corde au cou. La politique de la BCE et de Draghi sont des politiques de mise en esclavage. Esclavage, soumission au profit de buts et d'objectifs qui vous sont soigneusement dissimulés.

Certes les drogues qu'ils vous instillent sont douces puisqu'elles sont gratuites et vous ne vous apercevez même pas que vous les absorbez. Mais savez-vous qu'un jour, la BCE et les kleptocrates et les bourgeoisies kollaboratrices et leurs fonctionnaires vont donner le coup de pied dans la chaise ou le tabouret, ils vont monter les taux, ils vont rendre le crédit plus difficile et alors vous vous retrouverez suspendus dans les airs, simplement retenus par la grosse, par l'énorme corde qu'ils vont ont passée autour du cou. Et là, vous comprendrez que vous êtes un Grec. Vous crierez « Bourreau encore un instant » et peut-être vous accordera-t-il encore un instant, mais c'en sera fini de vous car, peu à peu, le nœud se resserrera jusqu'à l'étranglement. Voilà ce qui est en cours. Voilà ce qui vous attend. Voilà ce



que la Grèce préfigure.

Ce que nous décrivons au point de vue national, c'est également ce qui se passe au point de vue individuel. Regardez toutes les publicités pour que vous vous endettiez, toutes plus mensongères les unes que les autres, mais toutes aussi séduisantes. La dette, c'est pire que la Lorelei chère aux Allemands. Il faut que vous cédiez, car, vous aussi, si vous sombrez dans les délices de l'endettement, vous deviendrez un mouton, vous serez doux comme l'agneau de la place Syngtama qui manifeste pour l'euro, et vous serez capables de faire « bêêê » devant la chaîne de télé qui vous expliquera pourquoi ce n'est pas encore assez, pourquoi il faut encore que vous abandonniez plus de liberté.

La solution à la crise de surendettement qui s'est manifestée depuis 2008, ce n'est absolument pas la résorption des dettes, leur remboursement ou leur restructuration, non, c'est leur accroissement et leur empilement sans fin. Pourquoi ? Parce ce qu'il faut obtenir, c'est non pas la solution aux problèmes économiques et financiers, mais le changement de société. Le Grand Remodelage. Le grand mot est dit.

Cela aurait pu être autrement, si les élites avaient eu un peu de lucidité en 2008, le Système à l'époque était réversible ; mais maintenant, c'est fini. Le point de non-retour est atteint. Et une fois de plus, l'exemple grec nous le jette à la figure. La route qui est suivie maintenant, c'est celle du « toujours plus ». Le toujours plus, cela consiste à vous briser, à vous mater, à vous asservir. Les Grecs sont crucifiés sur l'autel de la dette, sur l'autel du keynésianisme dont la raison d'être est de tracer la route de votre servitude. La « printing press » de la BCE fait couler les délices de la drogue dans vos veines, dans les veines de votre pays, ils renforcent l'accoutumance, la dépendance. Ils caressent le cercle vicieux de l'endettement, de la taxation, puis de la soumission. Le poison détruit les derniers restes de cette démocratie qui n'est jamais advenue, mais dont vous rêviez, sinon pour vous, mais pour vos enfants.

**« Le FMI se fout de nous... En voici la preuve ! »**

Charles Sannat 24 juin 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous le savez, j'ai un défaut. J'ai de la mémoire. Et j'ai un autre défaut... j'aime partager mes « souvenirs » avec le plus grand nombre... Bon, si vous demandez à ma femme, je pense qu'elle sera en capacité de faire une liste exhaustive et sur plusieurs pages de tous mes défauts... mais restons pudiques !!

Bref, il y a deux ans, le FMI paradait en expliquant qu'effectivement ils étaient très gentils au FMI, et que si les Grecs étaient malheureux à cause des politiques d'austérité demandées ils étaient vraiment navrés, et que même qu'ils reconnaissaient qu'ils avaient fait tout plein d'erreurs de calcul et que l'austérité ne servait à rien pour régler la crise grecque... Je le pense mais ça, tout le monde s'en fiche ; en revanche quand le FMI dit lui-même que l'austérité ne sert à rien, ce qui est logique, cela devrait avoir du poids.

Oui, en gros, reprenez ce principe mathématique de base. Si vous avez un PIB de 100 avec une dette de 100, donc qui équivaut suivez-moi bien (même les distraits du fonds de la classe) à... 100 % du PIB, si la dette reste constante (elle n'augmente même pas) à 100 mais que le PIB, lui, baisse à 95 en raison d'une récession de 5 % liée à la politique d'austérité, le ratio dette sur PIB augmente et se dégrade alors que la dette, elle, est restée identique.

Au bout de 4 à 5 ans de récession, c'est ce que le FMI en 2013 avait dû reconnaître en se faisant passer pour des gentils qui avaient fait des erreurs de calcul.

Je cite un article du *Monde* de l'époque avec évidemment le lien allant avec afin que vous puissiez vérifier de vos « yeux vus » !

### ***Le Monde* en 2013 sur l'erreur du FMI...**

« En janvier, le grand macroéconomiste Olivier Blanchard a reconnu que le FMI s'était trompé au sujet de la Grèce. Ce n'est pas la première fois que

l'efficacité de la stratégie imposée à la Grèce est remise en cause. Il y a en effet quelques mois, Olivier Blanchard déjà, Christine Lagarde, l'ancien directeur du FMI Dominique Strauss-Kahn, mais aussi l'économiste de l'OCDE Reza Lahidji avaient déjà exprimé leurs réserves, mais c'est la dernière en date qui a provoqué des réactions.

Ainsi, un certain effort de décryptage est-il nécessaire, pour comprendre l'inertie systématique mais aussi les réactions anormalement tardives face aux mises en garde proférées contre les effets négatifs des mémorandums. Je pense ici à cette occasion tombée du ciel, le mea culpa du FMI, que le gouvernement grec a laissé filer sans chercher à l'exploiter. Et de l'autre côté, l'étranger qui s'efforce, à l'aide d'arguments peu convaincants, d'éluder la question. Autrement dit, le directoire de l'Union européenne (UE) soutient la politique erronée d'austérité au lieu de la corriger.

Il est fort probable que si les haut-placés au FMI ont tant tardé à reconnaître leur erreur, c'est parce qu'ils ont conscience que la dette grecque n'est pas viable. Je rappelle ici que *d'après la bibliographie existante sur ce sujet, toute dette qui dépasse 90 % du PIB est considérée comme non gérable*. Et on espère que la dette grecque qui, malgré l'alchimie électorale de juin 2012, a été décidée viable devrait dans le meilleur des cas être d'à peu près 124 % du PIB en 2022. Dans de telles conditions, l'aveu officiel d'Olivier Blanchard n'est rien d'autre qu'une exhortation à l'abandon immédiat de cette malheureuse stratégie imposée à la Grèce. »

**Arrêt sur image : « une dette à 90 % du PIB n'est pas soutenable »...  
Énorme fou rire... La France est à 95 % !**

Oui, c'est la petite ligne du dessus que je vous ai mis en gras dans le texte... Hahahaha, en 2013, alors que la France n'était pas à 90 %, on considérait que 90 % c'était vraiment le bout du bout... Je pense qu'aujourd'hui on soutiendrait un point de vue légèrement différent... Mais bon, c'est un autre débat, c'est juste que les vieux articles sont pleins de trésors cachés et qu'une perle peut en cacher une autre.

**Toujours dans *Le Monde* mais d'aujourd'hui... le FMI accuse la Commission européenne de faiblesse à l'égard de la Grèce...**

Évidemment, toujours pour aller vérifier de vos « yeux vus », vous avez le

lien en bas de page. Non, je ne délire pas.

« À la veille d'un (nouvel) Eurogroupe décisif sur la Grèce, mercredi 24 juin, censé être enfin le lieu de l'accord entre Athènes et ses créanciers – Fonds monétaire international (FMI), Banque centrale européenne (BCE) et Commission européenne –, ces derniers continuaient à discuter ferme, mardi 23 juin, sur les propositions de réformes grecques. Et à... se diviser.

Car si au sein de la Commission européenne on considère que « les Grecs sont allés au maximum de ce qu'ils pouvaient faire comme concessions », le FMI on trouve l'institution européenne trop clémente vis-à-vis d'Athènes et on demande davantage d'efforts au gouvernement d'Alexis Tsipras. Ce qui faisait dire, mardi matin, à une source proche des discussions à Bruxelles, en parlant du FMI : « Ils n'aident pas. »

Hooooooo, c'est qu'au FMI, ils ne seraient pas gentils alors ? Pourtant, Christine Lagarde disait en 2013 que l'on était trop dur avec la Grèce... Et que fait-elle aujourd'hui avec la Grèce qui a donc une dette sur PIB de plus de 175 % au moment où nous parlons tellement son PIB s'est effondré ? Eh bien elle veut encore plus d'austérité en Grèce pour être sûre que le PIB de la Grèce baisse encore et que le ratio dette sur PIB augmente... Et puis dans deux ans, elle dira « hooo zut, moi y'en n'a pas fait essprès »...

Je vous laisse lire la totalité de cet article si le cœur vous en dit...

### **On va sauver la Grèce et sa dette va encore grossir, et il faudra sauver à nouveau la Grèce dans quelques mois...**

Alors a priori, on va avoir un accord d'après les dernières rumeurs... Un accord aussi bidon que tous les accords de la dernière chance (à chaque fois c'est un sommet décisif ou de la dernière chance), on aura des communiqués de victoire, on aura de belles poignées de mains et des mamamouchis à l'air de ravis de la crèche, et pourtant, comme d'habitude, on n'aura rien réglé car pour régler les choses, c'est assez simple : il faut annuler la dette grecque au moins à 50 %... et là, la Grèce peut s'en sortir.

Il suffit donc de transférer l'ensemble de ces 50 % détenus actuellement par les États et en partie par la BCE vers la BCE qui n'aura qu'à racheter tous ces titres grecs (environ 150 à 200 milliards d'euros) et les annuler tout simplement par création monétaire. Ce serait simple, élégant et humain... Le problème c'est que si on le fait pour la Grèce, pourquoi ne le ferait-on pas

pour l'Espagne, le Portugal, l'Italie ou même la France ? En voilà une question qu'elle est bonne !

En attendant, on vous fera raquer et payer jusqu'à la fin des temps ou presque, que la dette soit légitime ou pas, et n'oubliez pas que même si la propagande officielle vous explique que les Grecs sont des salops, nous allons vite, avec nos 95 % de dette sur PIB, nous sentir nous aussi un peu Grecs... Il faut dire que cela fait des décennies que vous vous gavez tous de pensions de retraites plantureuses, de dépenses sociales somptueuses, de frais médicaux éhontés, d'avantages acquis monumentaux et que vous ne payez pas les impôts suffisants pour couvrir les coûts... Alors vous aussi, comme les Grecs, vous deviendrez vite des salops qu'il faut tondre et la presse allemande, qui le fait déjà, pourra se déchaîner contre ces horribles Français qui dépensent plus qu'ils ne gagnent.

En clair, si le FMI se fout ostensiblement de votre gueule, il n'est tout de même pas le seul...

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

## **Marché obligataire : les taux d'intérêt ont-ils vraiment renversé la tendance ?**

24 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Des nouvelles de Londres : l'un des plus grands experts obligataires de Grande-Bretagne donne le même conseil néanderthalien que nous. Le *Telegraph* rapporte :

*"Le gestionnaire d'un des plus grands fonds obligataires de Grande-Bretagne a conseillé aux investisseurs de garder du cash sous leur matelas.*

*Ian Spreadbury [...] s'inquiète de ce qu'un 'événement systémique' vienne ébranler les marchés, d'une ampleur éventuellement similaire à la crise financière de 2008, qui a commencé en Grande-Bretagne avec la panique sur Northern Rock.*

*La meilleure stratégie pour les investisseurs, dans ce cas, a-t-il dit, est de répartir largement leur argent dans des actifs différents, dont l'or et l'argent-métal, ainsi que des liquidités sur des comptes-*

*épargne. Il est allé plus loin, suggérant qu'il était sage de détenir 'du cash physique', une suggestion inhabituelle de la part d'un gestionnaire de fonds grand public.*

*Il s'inquiète de ce que la dette mondiale — en particulier la dette hypothécaire — a été gonflée jusqu'à des niveaux record, rendus possible par des taux d'intérêt exceptionnellement bas qui pourraient bientôt prendre fin ; en outre, M. Spreadbury n'est pas certain que les banques soient capables de supporter les chocs qui pourraient les attendre.*

*Il s'est refusé à prédire le déclencheur exact mais a déclaré que cela aurait des chances de se produire d'ici cinq ans plutôt que dix".*

*Les marchés semblent être en mode "attendre-et-observer"* Les marchés semblent être en mode "attendre-et-observer". La Grèce... les marchés obligataires...

On regarde ça comme un bâton de dynamite. Pendant longtemps, il peut rester là... silencieux... immobile... Et puis, tout soudain, boum !

### ▪ La mèche est allumée

Il y a environ deux mois, il semblait que les rendements obligataires avaient enfin trouvé leur plancher. Avec 5 000 milliards de dollars de dette souveraine s'échangeant à des rendements négatifs, les prix obligataires ont commencé à chuter (les rendements ont grimpé).

Nous avons pensé — et ce n'était pas la première fois : la mèche est allumée !

Nous n'avions que 33 ans quand ce marché obligataire a pris son dernier virage. A l'époque, les rendements obligataires grimpaient depuis 33 ans. Si seulement nous avions imaginé ce qui se passerait ensuite !

"Mon partenaire connaissait quelqu'un qui gérait de l'argent" — c'est ainsi qu'un de nos amis décrit l'origine de sa fortune. "Nous avons donc décidé de placer notre argent chez lui. Je n'avais jamais entendu parler de lui. Il s'appelait Warren Buffett".

*Génie, chance ou un peu des deux, Buffett était au bon endroit au bon moment* Génie, chance ou un peu des deux, Buffett était au bon endroit au bon moment.

Rétrospectivement, ça semble si simple, si évident. Les autorités avaient changé le système monétaire 10 ans auparavant. L'heure de la récompense approchait. Sans la discipline du lien avec l'or, l'industrie financière pouvait prendre le mors aux dents ; elle pouvait prêter de l'argent que personne n'avait jamais gagné et que personne n'avait jamais épargné. Elle pouvait prêter des milliers de milliards de dollars qu'elle avait obtenus gratuitement. Et tant que les rendements chutaient, elle n'avait pas vraiment besoin de s'inquiéter de la qualité du crédit. Si un emprunteur avait des problèmes, elle pouvait prêter plus... à un meilleur taux.

Les obligations étaient dans un marché baissier depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, les 33 années susmentionnées entre 1949 et 1982. Les rendements avaient grimpé à mesure que les prix obligataires tendaient à la baisse.

En 1982, le bon du Trésor US à 10 était arrivé au pied du mur, avec un rendement record de 14,92%. Depuis, les rendements baissent — c'est-à-dire la majeure partie de ma vie d'adulte.

*A mesure qu'il devient moins cher d'emprunter, les gens refinancent leur ancienne dette et empruntent plus*

#### ▪ **Les changements apportés par la baisse des rendements**

La baisse des rendements et la hausse du crédit ont affecté quasiment tout et tout le monde depuis. Les prix obligataires plus élevés (rendements plus bas... taux plus bas) rendent l'emprunt moins cher. A mesure qu'il devient moins cher d'emprunter, les gens refinancent leur ancienne dette et empruntent plus. Ils achètent des biens de consommation. Quelle a été le plus grand succès parmi les détaillants américains ? Walmart — avec de gigantesques volumes de marchandises (souvent fabriquées en Chine) vendues à bas prix.

Il suffisait d'acheter Walmart, de croiser les bras et de laisser le boom nourri de crédit faire son travail. On pouvait acheter une action Walmart pour 42 \$ en 1982. Aujourd'hui, elle se vend 72 \$. Et encore : il y a eu sept *splits* (à deux pour une) sur le titre ! Voilà qui défie nos compétences mathématiques, mais nous sommes d'avis que ça représente à peu près un retour de 10 000 \$ pour chaque 100 \$ investis.

Encore mieux que le secteur de la vente au détail : la finance elle-même. Les profits, dans le secteur, sont passés de 10% environ du total des entreprises américaines dans les années 70 à 40% en 2007.

*Cela illustre le phénomène connu sous le non de "financiarisation" de l'économie américaine*

Cela illustre le phénomène connu sous le non de "financiarisation" de l'économie américaine. Au lieu de produire des choses pour gagner de l'argent, l'accent a été mis sur le prêt, la spéculation et le fait de gagner de l'argent *à partir* de l'argent.

Derrière ce phénomène se trouve une chose que personne ou presque n'a remarqué — la nouvelle devise. Elle ressemblait en tous points à l'ancien dollar. On pouvait la dépenser comme un ancien dollar. On pouvait la plier, la prêter, l'emprunter et l'épargner — exactement comme l'ancien billet vert.

Qui s'est rendu compte que ce n'était pas la même chose ? Qui s'en souciait ? Si ça ressemblait à un canard, que ça se dandinait comme un canard et que ça cancanait comme un canard, c'est que ce devait *être* un canard, non ?

A présent... 44 ans après la naissance de cette nouvelle devise... et après avoir injecté une telle quantité de cet argent qu'elle a multiplié la dette US par 60... une telle quantité que le monde entier en est saturé... inondé... trempé jusqu'aux os...

... On nous dit que cette étrange devise est précieuse et que nous devrions conserver une partie de cet argent bon marché chez nous, là où nous pourrions y accéder en cas d'urgence.

Est-ce que ça a vraiment un sens ? A suivre... bien entendu.

## **[Le « marché » a t'il une mémoire de poisson rouge ?](#)**

juin 24, 2015/dans [Articles des éconoclastes](#) /par [Philippe Béchade](#)

**Le « marché » a t'il une mémoire de poisson rouge ?**

**Est-il condamné à répéter indéfiniment les mêmes erreurs ?**

La question posée aussi bien par des commentateurs de CNBC que des observateurs narquois sur différents blogs rédigés dans toutes les langues induit une réponse réductrice qui passe à côté de l'essentiel.

Tout d'abord, une mémoire collective comme celle du « marché » n'est pas monolithique, pas plus que le degré de compréhension des événements par les différents acteurs.

Il y a de surcroît la notion de « point de vue » (selon que l'on est témoin, simple exécutant ou à l'origine des événements) et pour achever de



compliquer le tout, il y a ce bais cognitif parfaitement dépeint par Nietzsche « ma mémoire me dit « je l'ai fait », ma conscience proteste « je n'ai pu le faire »... et au bout du compte c'est la mémoire qui rend les armes ».

**Pour tenter d'expliquer pourquoi le marché donne l'impression de répéter inlassablement les mêmes erreurs et de réécrire le même scénario -en changeant juste la police de caractère et le nom des personnages, Bloomberg nous propose une approche « générationnelle » qui mérite notre attention.**

Un tiers des traders et gérants n'ont jamais connu autre chose que des taux zéro (7 ans d'activité professionnelle), 50% n'ont jamais assisté à une hausse de taux (la dernière remonte à début 2007, soit il y a presque 9 ans), deux tiers des professionnels de la finance n'ont pas connu l'éclatement de la bulle des dot-com (15 ans déjà)... et 43% étaient carrément trop jeunes (pré-adolescents scotchés à leur Play-Station) pour en avoir tardé la trace dans leur mémoire.

**Un tiers des traders et gérants n'ont jamais connu autre chose que des taux zéro**

C'est au sein des 33% de professionnels déjà en exercice à la fin du siècle dernier (la formulation sent le cheveux blanc et la chemise brodée aux initiales de son propriétaire) que se recensent les décideurs d'aujourd'hui.

Ce sont souvent ceux-là qui détiennent les postes stratégiques ; il en va ainsi dans la plupart des corporations d'ailleurs, les fonctions directoriales deviennent accessibles au bout de 15 ans de parcours professionnel... une petite dizaine dans le secteur bancaire si un passage par l'ENA sert d'accélérateur de carrière.

Au bout de 15 ans, les plus doués, les plus chanceux, les plus carriéristes (il faut un peu des trois) accèdent aux postes stratégiques, les plus « exposés » en terme de responsabilités, et parallèlement les plus médiatisés.

La communication devient un exercice très encadré et parmi les tabous absolus, il y a le fait de cracher dans la soupe, de reconnaître les erreurs du passé (si elles ont rapporté gros à leurs auteurs), de faire part de ses craintes concernant l'avenir: il s'agit d'afficher en toute circonstance une « positive attitude »

En d'autres termes: c'est la mise en pratique quotidienne de la langue de bois.

**Dans la finance, la langue de bois commande de ne jamais accrediter le scénario d'une bulle boursière ou obligataire. Il est également impératif de couvrir les banques centrales de louanges pour avoir merveilleusement manœuvré depuis l'automne 2008 et évité la désintégration du système financier.**

Il sera du plus mauvais goût de rappeler que ce sont ces mêmes banques centrales qui ont alimenté les précédentes bulles, par calcul ou incompetence (il semblerait que ce soit plutôt un savant mélange des deux).

**Dans la finance, la langue de bois commande de ne jamais accrediter le scénario d'une bulle boursière ou obligataire.**

Il serait encore plus inconséquent de souligner que les milliers de milliards de richesse recrées comme par miracle et au profit d'une infime minorité de profiteurs n'existent qu'à l'état de plus-values latentes sur des actifs gonflés à l'hélium.

La particularité de 2015, c'est que le syndrome de « bulle » n'affecte pas une classe unique mais bien la totalité des supports d'épargne financiarisés: les bons du Trésor, les dettes high yield et les biens immobiliers (les ventes de logements neufs et anciens viennent de retrouver en mai leur meilleur niveau depuis l'été 2008).

En aucun cas les communicants qui ont pris du gallon depuis l'an 2000 n'incrimineront les banques centrales pour avoir fourni à profusion de l'essence et des allumettes à des intermédiaires financiers dont le seul souci était de jouer les flambeurs.

Car il faut aller vite pour faire fortune dans un système de bulle successives basé sur la supercherie et l'argent facile (la fiat monnaie), et il faut mentir ou travestir la réalité de façon d'autant plus systématique et massive lorsqu'une fin de cycle se rapproche : tout semble indiquer que nous sommes rentrés dans cette période critique.

**Les marchés ne perdent pas la mémoire en 7 ans**

Quoique que fassent les banques centrales, les cycles (d'un sommet à l'autre) durent 7 ans: les marchés ne perdent pas la mémoire en 7 ans, en revanche l'appât du gain, l'avidité qui contamine progressivement toutes les catégories

de professionnels accomplit le même genre de déphasage.

**Plus les signes avant coureurs de l'éclatement d'une bulle se multiplient, plus le marché s'acharne à les nier : l'un des symptômes les plus récurrents, c'est une succession de « paniques » à la hausse engendrées par l'illusion que les problèmes du moment peuvent s'évanouir comme par miracle, par la simple expression d'une volonté de les transcender.**

Comment justifier par exemple un rebond de 360Pts du CAC40 en l'espace de 30 heures de cotations (prises en continu) entre plancher des 4.716Pts du 18 juin et le zénith des 5.077Pts du mardi 23 juin: cela représente +7% de hausse quasi verticale et sans le moindre retracement, au seul prétexte d'un espoir de dénouement de la tragi-comédie grecque du fait de l'inévitable capitulation d'Alexis Tsipras.

Les créanciers ne doivent pas seulement obtenir le paiement des intérêts d'un emprunt perpétuel dont le principal ne sera jamais remboursé : il est également impératif d'humilier Syriza et de décrédibiliser les dirigeants grecs aux yeux de son propre peuple et de ceux appartenant à l'Eurozone, afin que plus aucun mouvement contestataire ne puisse entretenir l'espoir qu'un pays échappera à l'austérité, si telle est la stratégie voulue par les créanciers.

Il se pourrait que les marchés aient surestimé leur capacité à imposer un joug financier à perpétuité au peuple grec, où qu'ils aient sous-estimé le risque d'éclatement de la délirante bulle financière chinoise : le précédent zénith des marchés (Chine, Grèce, Japon, Europe, Etats Unis...) remonte à 7 ans.



*Indice du CAC40*

**Le cycle de culmination des actifs financiers tous les 7 ans n'a connu aucune exception au cours des 40 dernières années : 1973 (la crise du pétrole assomme la bourse), 1980 (Paul Volcker fait grimper les taux à 20% pour anéantir l'inflation... et désespère Wall-Street), 1987 (krach provoqué certes par une bulle boursière mais aussi et surtout par une politique monétaire divergente entre la Fed laxiste et la Bundesbank ultra-orthodoxe), 1994 (krach obligataire), 2001 (krach des dot.com), 2008 (krach de la bulle du crédit immobilier)... Que nous réserve 2015 ?**

**Le précédent zénith des marchés (Chine, Grèce, Japon, Europe, Etats Unis...) remonte à 7 ans.**

Probablement un condensé des quatre derniers krachs de 1987, 1994, 2001 et 2008 : bulle boursière (PER de 18 sur le S&P 500... hors effet rachats de titre, PER de 25 sur le Nasdaq 100) + bulle obligataire (taux devenus négatifs

en Europe) + bulle immobilière (envolée des prix dans le haut de gamme et nouvelle vague de saisies aux Etats-Unis depuis six mois).

En ce qui concerne la bulle boursière, obligataire, immobilière celle contre laquelle aucun gérant vedette de 15 ans d'expérience ne vous mettra en garde (l'impératif étant aujourd'hui de tout revendre au zénith à un maximum de naïfs ou d'opérateurs contraints de « suivre le troupeau »), son gonflement est le plus long, le plus régulier, le plus déconnecté de toute réalité économique depuis 50 ans.

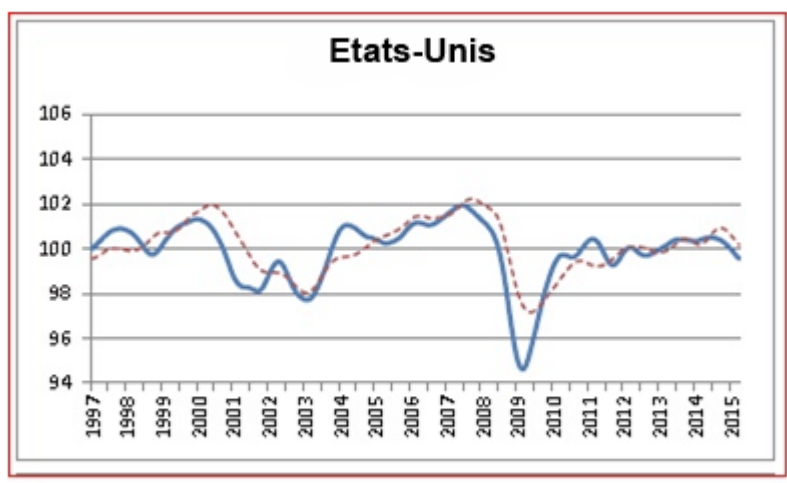
**Nous pouvons difficilement prétendre que ceux qui orchestrent ce scénario bullesque ont oublié les précédents épisodes... en revanche, nous sommes convaincus que lorsque la multi-bulle se désintégrera, l'humanité toute entière s'en souviendra, et pas seulement la petite communauté financière qui vit sous extase monétaire depuis 6 ans.**

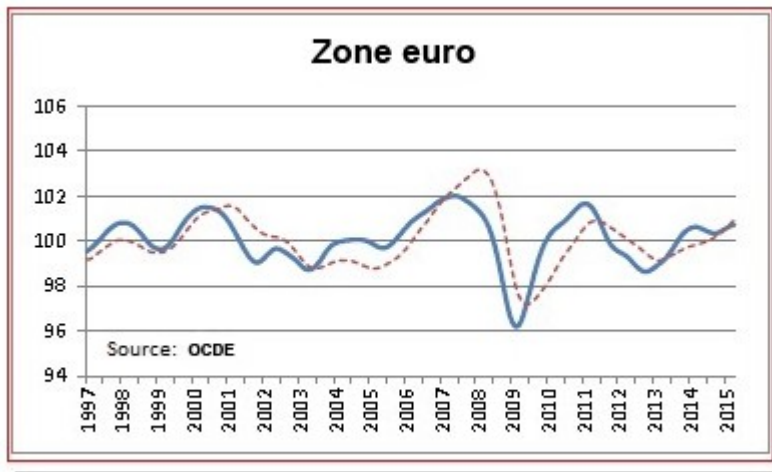
*Par Philippe Béchade*

## Croissance du PIB : le FMI et l'OCDE en désaccord avec la Bundesbank et la Banque de France

24 juin 2015 | [Eberhardt Unger](#) | La Chronique Agora

[Le crash économique de 2009 est très visible sur les 2 graphiques. Le prochain sera bien pire.]





- Le FMI et l'OCDE viennent tous deux de baisser les prévisions qu'ils avaient publiées début 2015 car, estiment-ils, la croissance économique dans le monde ralentit. L'OCDE note que même si le niveau atteint n'est pas satisfaisant, le taux de croissance dans les grandes régions économiques a tendance à converger.

*Le PIB mondial pourrait atteindre 3,1% en 2015*

Le PIB mondial pourrait atteindre 3,1% en 2015 (prévision précédente 3,7%) et 3,8% en 2016 (3,9% auparavant). La Chine pourrait rester sous les 7%

jusqu'à fin 2016. Pour les Etats-Unis l'OCDE anticipe une croissance de 2% et 2,8% pour 2015 et 2016. Les attentes pour la Zone euro sont désormais plus optimistes, à 1,4% pour 2015 et 2,1% pour 2016.

Les prévisions du FMI sont en général particulièrement optimistes pour les Etats-Unis, mais les nouvelles données du premier trimestre 2015 ont incité l'organisation à réduire sa prévision de croissance à 2,5% pour 2015. Le FMI préconise donc que la Fed repousse la première augmentation des taux d'intérêt dans le courant du premier semestre 2016. La Fed n'a pas encore publié sa décision mais cette question pourrait très vite devenir le principal facteur d'influence sur la tendance des marchés financiers.

- **Bundesbank et Banque de France font aussi leurs prévisions**

La Banque de France, devenue plus optimiste, prévoit une croissance de 1,2% pour 2015, de 1,8% pour 2016 et de 1,9% pour 2017. Selon les nouvelles prévisions économiques pour 2015-2017 de la Bundesbank, l'économie allemande est aussi sur une tendance haussière. La croissance du PIB est à nouveau soutenue par la demande interne et externe. Pour ces trois années, le PIB devrait croître de 1,7%, 1,8% et 1,5%, le taux d'inflation étant

prévu à 0,5% pour 2015, 1,8% pour 2016, 2,2% pour 2017.

*Le PIB de la Zone euro est prévu en augmentation sur la période étudiée de 2015 à 2017* Les projections des experts de l'euro système des banques centrales confirment les prévisions de mars. Le PIB de la Zone euro est prévu en augmentation sur la période étudiée de 2015 à 2017 soit de, respectivement, 1,5%, 1,9% et 2%. C'est seulement pour 2017 qu'est prévue une légère correction à la baisse de 0,1PP.

Le HVPI s'attend à un taux d'inflation annuel de 0,3%, 1,5% et 1,8%. Le taux d'inflation prévu pour 2015 a été relevé de 0,3 pp en raison d'un effet de base et de l'attente d'une hausse limitée des prix du pétrole. Toutefois, ces prévisions ne pourront se concrétiser que dans le cas où tous les instruments actuels de la BCE soient pleinement appliqués et que la politique monétaire actuellement menée aille à son terme.

Ceci est un élément supplémentaire qui éclaire la détermination de la BCE à poursuivre ses achats d'obligations jusqu'à ce que tous ses objectifs soient atteints. Les marchés monétaires continueront donc à être inondés de liquidités dans les prochains mois et les taux du marché monétaire resteront sous une pression continue à la baisse.

Au delà de l'Amérique du nord et de l'Europe occidentale, l'Australie affiche aussi une forte croissance économique. Au premier trimestre 2015, le PIB a augmenté de 2,3%. Pour tout l'exercice fiscal, qui se termine le 30 juin 2015, le gouvernement australien s'attend à un taux de croissance de 2,5%. Le Brésil en revanche se bat avec une inflation persistante actuellement autour de 8% qui a fait passer le taux d'intérêt de 13,25% à 13,75%.

#### ▪ **Conclusion**

Dans les prochaines semaines — sauf aggravation de la crise grecque —, tous les regards se tourneront vers la Fed. Un report de la première hausse des taux d'intérêt pourrait déclencher des turbulences sur les marchés des changes. L'amélioration de la conjoncture dans la Zone euro n'est pas due au QE, qui n'est effectif que depuis la mi-mars. L'économie serait probablement repartie à la hausse sans le QE. Aux Etats-Unis et au Japon des QE bien plus importants n'ont entraîné aucun retournement.

# Grèce, l'enthousiasme retombe un peu

Bruno Bertez 24 juin 2015

Grèce l'enthousiasme retombe un peu; Les marchés font la pause. Les Ministres des Finances vont se réunir à Bruxelles pour continuer l'examen et la discussion des dernières propositions de Tsipras.

Il semble que les créanciers trouvent que « les propositions grecques reposent trop sur des hausses d'impôts et pas assez sur des coupes dans les dépenses » ..

Le Néerlandais Rutte vient de déclarer, « nous n'y sommes pas encore ». En revanche le ministre grec du travail affirme que « jamais on n'a été aussi près d'un accord » . Bref, le jeu habituel.

Vassilis Primikiris, membre important de la gauche de SYRIZA , douche un peu les espoirs, il considère que Tsipras ne peut se passer du soutien de ses alliés et faire passer le texte au Parlement, avec les voix de l'opposition. Pour lui tenter cela voudrait dire que Tsipras n'a plus de majorité et qu'il faut aller à de nouvelles élections.

D'un autre coté, les parlementaires CD/CSU de Merkel s'opposeraient à un vote précipité sur tout accord sur la Grèce. Le parlement Allemand interrompt ses travaux le 3 Juillet.

## LE COMPROMIS QUI NE SE TROUVE PAS

par François Leclerc , Blog de Paul Jorion 24 juin 2015

Une nouvelle rencontre d'Alexis Tsipras avec Christine Lagarde, Mario Draghi et Jean-Claude Juncker précédera demain la huitième réunion de l'Eurogroupe consacrée à la Grèce. Pierre Moscovici souhaite y présenter « les paramètres d'un accord », mais l'on assiste de tous côtés à un raidissement.

Le FMI en est le principal artisan, reprochant au gouvernement grec de multiplier les augmentations de taxe et d'impôt, avec comme argument que cela ferait obstacle à la croissance économique et rendrait plus difficile le remboursement de la dette grecque. Rien ne vaudrait des coupes budgétaires, dont l'effet serait selon lui favorable, comme lui-même a constaté le contraire. Et les dirigeants allemands y trouvent prétexte pour conditionner



tout déblocage de fonds à un accord préalable du FMI, ainsi qu'au vote par le Parlement grec des mesures qui devraient préalablement être acceptées par l'Eurogroupe.

L'accent a été mis dans les médias sur les dissensions observées au sein de Syriza, mais elles auraient aussi pu faire état de celles que l'on entend en Allemagne, rendant étroites les marges de manœuvre d'une chancelière qui ne dévoile pas publiquement ses intentions. Dans les deux pays, des voix s'élèvent pour préconiser plus ou moins ouvertement la rupture, sans toutefois aller jusqu'à constater que Syriza se déchire comme on peut le lire. De leur côté, les créanciers européens et les représentants de la Commission peinent à dissimuler des divergences longtemps tues et qui désormais affleurent.

Qui pourrait être l'artisan de ce compromis que tout le monde affecte d'appeler de ses vœux, mais qui ne se trouve pas ? Faut-il croire, pour l'expliquer, que les dirigeants européens ont décidé de déclencher une crise politique à Athènes, au risque vraisemblable de ne pas la contrôler ? Enfin, doit-on relier ce nouvel épisode au thème à l'ordre du jour du sommet de la fin de cette semaine convoqué pour traiter de la gouvernance européenne, et comprendre que les tenants ordo-libéraux à l'origine du pacte budgétaire veulent couper les branches mortes de la zone euro pour la renforcer ?

Il est encore possible d'être détrompé.

## [Hybris et le mur de l'argent](#)



[Adrian E. Ash](#)  
[Bullion Vault](#)

Publié le 24 juin 2015

*Les créanciers et ceux qui empruntent...*

Pas de surprise: Athènes a d'abord cligné des yeux et le programme de sauvetage actuel ... pour la somme de [toutes les dettes existantes](#)... va continuer.

Donc, malgré ce qui semble avoir été un mensonge [aux micros de la BBC lundi](#), ces limites fixées par le parti d'extrême gauche Syriza après son ascension au pouvoir l'hiver dernier seront toutes ignorées et dépassées.

C'est sûr, les membres du parti de retour en Grèce ne sont pas du tout heureux. Mais ce n'est pas eux qui paient les pensions ni les factures d'électricité.

Dun autre côté, les créanciers doivent prêter plus d'argent pour qu'Athènes puisse continuer de les payer. La Banque centrale européenne a confirmé qu'elle continuera les emprunts d'urgence pour les banques grecques tant qu'Athènes reste dans le plan de sauvetage.

Comprenez-vous ? La philosophie marxiste viendra sûrement dire que le mur de l'argent (le pouvoir du capital financier de dicter ses priorités au reste de la société) a fonctionné car les créanciers ont gagné. C'est ce que croient les créanciers. Les excès passés de la Grèce seront remboursés par la déflation, pas par le défaut ou l'annulation des dettes.

Ce qui veut dire que les emprunteurs continueront de payer, tout comme leurs enfants, et les enfants de leurs enfants. Athènes s'est battu contre un tel esclavagisme de dettes dans le passé. Mais aucun des coûts d'aujourd'hui ne sera partagé par les créanciers. Au moins, c'est ce qui est prévu. Encore.

L'histoire nous dit qu'à la fin les créanciers de la Grèce paieront. Car les débiteurs n'ont pas d'argent pour les rembourser. Un commentaire ici indique que la BCE possède déjà les banques grecques, de toute façon, ainsi que tous leurs problèmes.

Les cours de l'or perdent plus d'attention qu'ils en ont gagnée de cette crise. Mais l'écart de négoce actuel, pas folichon, reste en place.

Symétrique vers les 1 180 dollars pour les cours en dollars US, les prix de l'or en livres sterling ont coté vers les 750 livres l'once, en plein milieu d'un écart de 10% (moins quelques pics), qui a existé maintenant depuis novembre 2013.

L'or en euros a rebondi dans la nuit à partir d'un plancher de 2015 juste sous les 1 040 euros l'once. Mais l'argent est encore plus ennuyeux.

Plat vers les 16 dollars l'once, le cours de l'argent n'avait pas été si ennuyeux depuis l'été dernier. Avant cela, il faudra remonter à 2007, avant le krach bancaire mondial, pour trouver une volatilité aussi basse.

Ajoutons ce calme étrange à la hausse hier des marchés boursiers mondiaux, et quelque chose ne va pas.

C'est peut-être pour cela que les utilisateurs de [BullionVault](#), en tant que groupe, continuent d'augmenter leurs réserves d'or physique au taux le plus important depuis deux ans et demi.

Quelque chose devra céder. Très peu de professionnels de l'investissement semblent penser que ce sera le marché haussier du crédit, les prix des obligations et des actifs financiers. Pas même cette dernière crise grecque ne pourrait vraiment endommager la grande confiance des marchés.

Est-ce de l'arrogance ou l'[hybris](#) ?

## [Début de fronde parmi les élus de Syriza en Grèce](#)

[LesEchos.fr](#) par [George Georgiopoulos](#) 23/06/15

Des députés dénoncent les concessions de Tsipras

Le vice-président du Parlement parle d'un "carnage social"

Qui prendrait la responsabilité de faire tomber le gouvernement ?

ENCADRE Les propositions de la Grèce (Actualisé avec déclarations §6 et rencontre Tsipras §7)



Début de fronde parmi les élus de Syriza en Grèce

par [George Georgiopoulos](#)

ATHENES, 23 juin (Reuters) - Des députés grecs de la coalition au pouvoir à Athènes ont vivement critiqué mardi les concessions proposées par le gouvernement d'[Alexis Tsipras](#) aux créanciers du pays qu'ils jugent contraires aux engagements pris il y a cinq mois devant les électeurs.

Dans l'espoir d'obtenir le versement d'une aide financière, le Premier ministre grec a présenté de nouvelles propositions de réforme saluée par ses partenaires au sein de la [zone euro](#).

Prévoyant entre autres un recul de l'âge du départ à la retraite et une augmentation de certaines cotisations sociales, ce programme cadre mal avec les promesses du chef de file de la gauche radicale [Syriza](#) pendant la campagne des élections victorieuses de janvier, puisque Tsipras et son parti s'engageaient alors à mettre fin à cinq ans de politiques d'austérité.

"Je crois qu'il sera difficile de nous faire adopter ce programme tel qu'il est", a réagi mardi Alexis Mitropoulos, député [Syriza](#) et vice-président de la Vouli, le Parlement monocaméral grec, sur la chaîne de télévision Mega TV.

Sans le soutien d'une majorité de députés, [Alexis Tsipras](#) pourrait être contraint de retourner devant les électeurs, soit via un référendum soit via des législatives anticipées, ce qui prolongerait l'incertitude autour du sort de la [Grèce](#) et plus largement de l'avenir de la [zone euro](#).

Le ministre d'Etat Nikos Pappas s'est voulu, malgré tout, rassurant et a estimé que "l'accord sera tel qu'il obtiendra le soutien de la majorité gouvernementale et du peuple grec".

De son côté, [Alexis Tsipras](#) a prévu de rencontrer mercredi le président de la [Commission européenne Jean-Claude Juncker](#), le président de la [BCE](#), [Mario Draghi](#), et la directrice générale du [FMI](#) Christine Lagarde.

## **COMBIEN DE FRONDEURS ?**

Vainqueur des élections du 25 janvier avec un peu plus de 36% des voix, [Syriza](#) compte 149 des 300 députés de la Vouli, auxquels s'ajoutent les 13 élus des Grecs indépendants (ANEL), le parti de droite souverainiste associé à Tsipras au sein de la coalition gouvernementale.

Le sondeur Costas Panagopoulos, de l'institut Alco, estime qu'entre cinq et dix députés parmi les plus radicaux élus sous l'étiquette Syriza pourraient voter contre un accord avec les créanciers. "Nous parlons là d'un problème sérieux. Il sera difficile de faire adopter cet accord par le Parlement sans enregistrer des pertes. Si le Premier ministre estime que ces pertes seraient significatives, il pourrait reculer", estime-t-il.

Une autre mouvance de Syriza, la Plateforme de gauche, pourrait également renâcler, même si aucun de ses membres n'a pour l'heure pris position publiquement contre le projet d'accord. On considère que 20 à 30 députés s'inscrivent dans ce sous-groupe informel emmené par Panagiotis Lafazanis, le ministre de l'Energie.

Cet ancien communiste formé dans l'opposition au "régime des colonels" dénonce régulièrement les "impérialistes" considérant la Grèce comme une "colonie" et s'est rendu trois fois déjà en Russie depuis janvier.

"Le Premier ministre doit d'abord informer notre peuple des raisons pour lesquelles nous avons échoué dans ces négociations et abouti à ce résultat", a insisté mardi Alexis Mitropoulos. "Je crois que (ses projets) ne sont pas conformes aux principes de la gauche. Ce carnage social, (...) on ne peut pas l'accepter", a poursuivi le vice-président du Parlement.

Le scepticisme pointe aussi au sein des élus de l'ANEL. "Le gouvernement est tombé dans un piège, je ne sais pas dans quelle mesure tout cela peut être mis en oeuvre", a dit Pavlos Haikalas, député de cette formation, à Antena TV.

## **LA BATAILLE DE L'OPINION**

Face à cette fronde, Tsipras peut s'appuyer sur l'opinion publique grecque, majoritairement favorable au maintien dans l'Union économique et monétaire européenne.

En outre, Syriza est une coalition de mouvements rassemblés sous sa houlette. Et des députés ont pris mardi la défense du cours pris par les négociations.

"Je crois que l'accord sera adopté au Parlement et reconfirmera la majorité du gouvernement", a déclaré à Reuters Dimitris Papadimoulis, élu Syriza au Parlement européen. "Je ne crois pas que des parlementaires Syriza influents voudront prendre la responsabilité de faire tomber un gouvernement en place depuis cinq mois et un Premier ministre qui bénéficie d'un soutien populaire d'environ 70%."

Alexis Tsipras pourrait sans doute aussi compter sur les voix de députés de l'opposition. Dans une tribune publiée dimanche par le quotidien Ekathimerini, Antonis Samaras, son prédécesseur à la tête du gouvernement, dont le parti Nouvelle démocratie (droite) compte 76 élus à la Vouli, a souligné la nécessité d'un "large consensus national" pour maintenir la Grèce dans la [zone euro](#).

Privée de toute aide internationale depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza, la Grèce manque de liquidités mais doit rembourser 1,6 milliard d'euros au [Fonds monétaire international](#) (FMI) le 30 juin.

Les banques grecques sont pour leur part confrontées à d'importants retraits d'argent de la part des épargnants, qui craignent l'instauration d'un contrôle des capitaux susceptible de faire fondre leurs économies en cas de sortie de la Grèce de la zone euro.

## Les contribuables ne devront plus payer pour les faillites bancaires

Session plénière Communiqué de presse - Affaires économiques et monétaires / Union économique et monétaire – 15-04-2014 - 12:47

**[Ce seront les *déposants* qui devront tout perdre en cas de faillite bancaire. Et ceci sera valable dans tous les pays du G20.]**



**Trois mesures visant à garantir que les dettes des banques ne soient plus épongées par les contribuables ont été adoptées par le Parlement ce mardi. Deux textes portent sur le sauvetage des banques en difficulté et un sur la garantie des dépôts par les banques elles-mêmes pour des montants inférieurs à 100 000 euros. Ces mesures complètent le mécanisme de supervision bancaire unique, plaçant l'UE sur la voie de l'union bancaire.**

Le Parlement a obtenu des concessions substantielles des ministres des finances, en particulier sur les dispositions relatives au mécanisme de résolution bancaire et le fonds de résolution d'un montant de 55 milliards, sous l'égide du rapporteur Elisa Ferreira (S&D, PT). Le texte réduit l'interférence politique dans la prise de décision et permet de garantir une mise en place rapide du fonds de résolution et une utilisation plus équitable du celui-ci.

Dans le texte sur le redressement et la résolution des établissements de crédits, rédigé par Gunnar Hökmark (PPE, SE), les députés se sont assurés que l'utilisation de l'argent public soit soumise à des processus très stricts.

La mise à jour de la législation sur la garantie des dépôts, dont les négociations ont été menées par Peter Simon (S&D, DE), permettra aux épargnants de récupérer plus rapidement leur argent en cas de faillites

bancaires. Elle requiert également des banques d'alimenter les systèmes de garantie des dépôts avec des fonds réels et pas de simples engagements.

Pour plus de détails, vous pouvez également consulter la note d'information (en cliquant sur le lien à droite).

### **Les banques doivent prendre en charge les pertes et financer le fonds de résolution**

Pendant la crise économique, de nombreuses pertes ont été prises en charge par les contribuables, la valeur des banques demeurant ainsi virtuellement inchangée. Le "renflouement interne", inscrit dans deux textes législatifs sur la résolution bancaire, signifie au contraire que les propriétaires des banques (actionnaires) et les créanciers (essentiellement porteurs d'obligations) seront les premiers à éponger les pertes avant d'avoir recours à des sources de financement extérieures.

Des exemples sur le fonctionnement d'un tel mécanisme sont disponibles dans la note d'information.

Les deux textes relatifs au mécanisme de résolution bancaire, exigent également des banques de financer un fonds pour couvrir les pertes supplémentaires après avoir eu recours au "renflouement interne". Les pays de l'union bancaire (ceux de la zone euro et d'autres souhaitant participer au mécanisme) partagent un fonds de résolution unique, financé par les banques, d'un montant de 55 milliards d'euros, mis en place progressivement sur huit années. Les autres pays seront tenus d'établir leur propre fonds d'un montant égal à 1% des dépôts couverts pendant 10 ans.

### **Moins d'inférence politique**

Pour les députés, lorsqu'une banque est en difficulté, les décisions sur la manière de procéder doivent être prises sur des motifs techniques. Quelques États membres, au contraire, ont souhaité donner à leurs ministres des finances un rôle clé pour gérer des cas spécifiques relevant du mécanisme de résolution unique. Le compromis final limite leur influence et les pressions pour permettre plus de justice, une action plus rapide et des coûts plus faibles dans la résolution bancaire.

## **Une meilleure protection des épargnants**

La mise à jour de la législation sur le mécanisme de garantie des dépôts obligera les États membres à établir leur propre système de garantie des dépôts (jusqu'à 100 000 euros) lorsqu'une banque en difficulté n'est pas en mesure de le faire.

Ainsi, les contribuables n'auront pas à supporter les coûts liés à la garantie de tels dépôts. Les députés ont inséré une disposition sur les "soldes temporaires élevés" dans le système de garantie. Si un compte de dépôt dispose de plus de 100 000 euros, par exemple suite à la vente d'une maison, l'intégralité ou une partie de ces montants plus élevés seront protégés pendant au moins 3 ans.

Le rapport Ferreira a été adopté par 570 voix pour, 88 contre et 13 abstentions, le rapport Hökmark par 584 voix pour, 80 contre et 10 abstentions et le rapport Simon a également été approuvé.

*Procédure: codécision, accord de première lecture (SRM et BRRD), accord de seconde lecture (DGS)*

REF. : 20140411IPR43458

Mis à jour le: ( 15-04-2014 - 15:13

## **Greenpeace révèle que le nucléaire français est en faillite**

Publié par wikistrike.com sur 24 Juin 2015

[Que vont-ils faire? « Éteindre les lumières » (couper le courant à tous)?]



Contrairement aux idées reçues, le secteur du nucléaire est aujourd'hui en situation de quasi faillite économique. Les récents rebondissement autour de



la situation désastreuse d'Areva ne doivent pas faire illusion. Il ne s'agit pas d'un acteur mal géré ou en crise passagère : c'est toute une industrie qui se trouve aujourd'hui dans l'impasse. C'est ce que démontre une nouvelle étude publiée par Greenpeace. Les chiffres sont accablants.



[https://youtu.be/z\\_RDE6G-aAw](https://youtu.be/z_RDE6G-aAw) (Français, 3 minutes)

### **Le nucléaire n'a plus d'avenir**

Areva cumule plus de 7 milliards de pertes. EDF doit faire face à un endettement intenable : plus de 34 milliards d'euros. Et il lui faut trouver 110 milliards d'euros pour prolonger son parc de centrales vieillissantes. Pas dans ses moyens, tout simplement.

Situation d'autant plus compliquée qu'il n'y a pas de relai à l'international, à l'inverse de ce que nous vend l'énergéticien français pour donner l'illusion d'une stratégie commerciale. D'une part, le marché mondial du nucléaire se rétracte, d'autre part, l'équipe de France y fait bien pâle figure : elle n'a exporté que 2% des réacteurs en fonctionnement hors de nos frontières. Et ce n'est pas le fiasco des EPR, où s'accumule retards, surcoûts et failles de sûreté, qui risque de changer la donne.

### **Ailleurs, les renouvelables prennent la relève**

Au contraire, l'investissement dans les énergies renouvelables (ENR) est en plein boom. Mais ailleurs, pas chez nous. En développant les ENR trois fois moins vite que nos voisins européens, nous restons dangereusement en retard sur la transition énergétique amorcée – voire bien avancée – dans de nombreux autres grands pays industrialisés. En effet, plus de 22% de l'électricité mondiale est produite par les ENR, quand le nucléaire n'en représente que 10%. Et les investissements dans les renouvelables sont 15 fois plus importants que dans le nucléaire.

Pourquoi ce blocage dans l'hexagone ? Parce que le secteur du nucléaire

français, où s'entremêlent intérêts politiques et économiques, agit comme un verrou puissant sur la promotion des énergies renouvelables. En réalité, le nucléaire se rêve encore comme une énergie du futur : il ne laissera pas sa place facilement.

### **Un gaspillage coûteux pour les Français**

Il y a pourtant urgence à agir rapidement pour opérer une bifurcation vers des énergies économiquement compétitives. Car toute la gabegie que représente un secteur moribond, artificiellement soutenu par l'Etat pour des raisons qui n'ont plus rien à voir avec l'intérêt général, ce sont les contribuables et les consommateurs qui les payent, soit à l'achat, soit par leurs impôts. Car aujourd'hui, les coûts de production de l'énergie nucléaire ne cessent d'augmenter et la dynamique n'est pas prête de s'inverser. Alors que partout les ENR font preuve de leur efficacité et se révèle riches d'emplois nouveaux à pourvoir, s'arc-bouter sur une énergie chère en plus d'être dangereuse relève donc aujourd'hui de l'inconséquence sociale et politique.

### **Une question de volonté politique**

Car tout est question de volonté politique dans cette affaire. L'Etat possède majoritairement les énergéticiens français. C'est lui qui leur donne leurs prérogatives, imprime leur feuille de route. C'est donc à lui de réorienter la filière vers le démantèlement des centrales et la promotion des ENR s'il souhaite éviter un naufrage industriel.

**Cela tombe bien, François Hollande s'est engagé à réduire la part du nucléaire à 50% dans le mix électrique français. C'est d'ailleurs ce que prévoit la loi sur la transition énergétique. Reste à la mettre en oeuvre concrètement. Alors que la COP21 se profile à la fin de l'année, François Hollande doit donc prendre ses responsabilités et ne pas laisser le lobby nucléaire nous faire croire que l'atome serait une solution face au réchauffement climatique. Ce serait une catastrophe pour le pays : écologique certes, mais également économique et sociale.**

### **Faire pression**

Ainsi, pour nous aider à maintenir la pression sur les décideurs politiques, n'hésitez pas à partager notre décryptage des mythes économiques du nucléaire autour de vous, par mail ou sur les réseaux sociaux.

Afin d'éviter des choix aveugles à l'avenir, il est temps de rétablir la vérité des faits.

Source

## Les États-Unis d'Amérique, un État violent, avec permis de tuer

Publié par wikistrike.com sur 24 Juin 2015, 09:06am



Aucun pays dans l'histoire de l'humanité n'a été responsable d'autant d'agressions, directes ou indirectes, contre d'autres nations.

En réaction au massacre perpétré mercredi dernier dans une église de Charleston, Caroline du Sud, le président US Barack Obama a à nouveau abordé l'un des sujets non résolus par son administration : la nécessité de régler la vente d'armes dans son pays, où chaque jour plus de 80 personnes meurent par coups de feu. Le président a déclaré qu'il s'était exprimé sur ce problème « trop de fois » et a regretté que des innocents meurent parce que quelqu'un ayant l'intention de faire du mal a eu un accès facile à un pistolet ou à un fusil mitrailleur.

Bien que les assassinats par armes à feu soient lamentablement courants aux États-Unis d'Amérique, le massacre commis contre l'*Église Africaine Méthodiste Episcopale Emanuel* a eu la singularité grave d'être un indubitable crime de haine, perpétré par un blanc contre une congrégation religieuse afro-étasunienne et avec la ferme intention d'agresser les membres de cette minorité. Dans une année marquée par des manifestations massives contre les homicides de jeunes noirs des mains de policiers blancs, le crime du mercredi peut être un signe de renforcement de vieilles idéologies de haine, enfouies sous la correction politique, mais jamais éradiquées de la mentalité de beaucoup de membres de la majorité anglo-saxonne dans ce pays.

Le fait est que, causées par des motivations différentes, ces massacres se répètent périodiquement dans des écoles maternelles, des églises, des centres commerciaux, des universités et même des installations militaires des États-Unis d'Amérique. Devant cette réalité, Obama a prié instamment ses concitoyens de réfléchir à pourquoi cette violence massive n'arrive pas avec une fréquence si alarmante dans d'autres pays développés. Cette interrogation évoque et actualise celle exprimée par son prédécesseur à sa place, George W. Bush, après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 : « *Pourquoi le monde déteste-t-il tant les États-Unis d'Amérique ?* » Dans le fond, la question formulée par le politique démocrate est pourquoi les étasuniens se détestent-ils tant eux mêmes.

Il y a une réponse qu'Obama et Bush, ainsi que la classe politico-patronale et de vastes secteurs de la société étasunienne, se refusent à reconnaître : la superpuissance est structurellement un État violent, où l'usage de la force comme mécanisme de résolution des différences est pris comme exemple par tous les citoyens.

Aucun pays dans l'histoire humaine n'a été responsable d'autant d'agressions, directes ou indirectes, contre d'autres nations : des invasions militaires, des bombardements, des occupations, du parrainage d'actes terroristes, des sabotages, des blocus, des déstabilisations, des assassinats ciblés et des séquestrations extrajudiciaires. Toute cette panoplie fait partie des méthodes avec lesquelles les États-Unis d'Amérique ont imposé leurs intérêts dans des dizaines de nations d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique y compris le Mexique et à plusieurs occasions.

La barbarie de guerre vers l'extérieur a une corrélation domestique dans l'usage démesuré, abusif et impuni de la violence de la part de l'État envers les citoyens et les collectivités. Si dans une nation démocratique le recours à la violence légitime doit se comprendre comme une pratique exceptionnelle et extrême de gouvernement, les instances fédérales de pouvoir étatiques et municipales du pays voisin (NDT texte écrit depuis le Mexique) l'ont transformée en quelque chose de courant, quotidien et jusqu'à la norme, et cela va depuis l'épidémie d'homicides policiers déjà mentionnée, jusqu'à la criminalisation de secteurs complets de la population, comme le

démontre clairement le pourcentage disproportionné d'inculpations et d'emprisonnement de noirs et de latinos.

Dans ce contexte, n'est pas surprenante la course aux armements citoyenne effrénée et même paranoïaque : un tel phénomène reflète le sentiment des larges secteurs sur la légitimité supposée des méthodes violentes. Cela explique que les armureries enregistrées reçoivent annuellement, en moyenne, plus de 16 millions de demandes d'achat d'armes à feu.

Paradoxalement, les institutions du gouvernement se montrent beaucoup plus préoccupées de combattre le terrorisme externe que de mettre un frein à l'acquisition insatiable, sur leur propre territoire, des engins faits pour tuer, bien que les étasuniens ont une possibilité entre 22 000 d'être assassinés par un compatriote avec une arme à feu et seulement une sur 3.5 millions d'être victimes d'une attaque terroriste.

Face à la plus récente tragédie, Obama a abordé le problème de la course aux armements d'une façon routinière et formaliste. Bien que son signalement soit par essence politiquement correct, il manque de crédibilité parce qu'il le formule dans la dernière partie de son mandat, avec un Congrès défavorable et une capacité de mobilisation érodée et déclinante.

Titre original : « EU, un Estado violento. »

La Jornada. Mexique, le 20 juin 2015.